

A “via única” e o socialismo de Estado

PEDRO ROBERTO FERREIRA*

O entendimento de que a via ao socialismo passava pelo bolchevismo, melhor ainda, de que não haveria outra alternativa, durante um longo período perturbou a crítica revolucionária. Mas é bom verificar, que a questão de “via única” para as transformações socialistas nunca esteve em Marx, algo que C. Samary faz por destacar na sua crítica à planificação soviética:

“La critique radicale du capitalisme portée par le Manifeste communiste ne donnait aucun modèle d’organisation d’une société de transition au socialisme. Pourtant la planification soviétique a été interprétée – à la fois par le mouvement communiste officiel et par les défenseurs du capitalisme – comme “application” du marxisme et de son rejet du marché; la suppression du pluralisme de parti fut présentée comme le rejet de la “démocratie bourgeoise formelle”; la “liquidation” (physique) des koulaks et de toute propriété privée furent identifiées à la fin de la domination bourgeoise et à la réalisation du socialisme par le marxisme officiel devenu religion d’Etat.”¹

Em outras palavras, a tese da “via única” vai estabelecer, enfim, uma congeneridade com a tese do socialismo de Estado.

Em artigo que trata da relação entre capitalismo, imperialismo e mundialização, Samir Amin ao

estabelecer um paralelo entre o Estado na União Soviética, com o Estado do Bem-Estar Social e os Estados Nacionalistas e Populistas comprometidos com a modernização dos países terceiro-mundistas, vai conceber o “socialismo real” como uma espécie de capitalismo sem capitalistas, invertendo a tese de Istvan Mészáros que vê o Capital, mas sem a presença de um capitalismo. Para Amin a crítica deve observar fundamentalmente o imbricamento desses sistemas político-sociais com as formas de mundialização correspondentes porque exatamente aí é que se põe uma alternativa de superação desse quadro tão favorável à dominação do capital:

“J’ai proposé ailleurs une lecture du demi siècle de l’après guerre (1945-1990) fondée sur cette articulation nouvelle des systèmes politico-sociaux des trois ensembles dont le monde est alors constitué d’une part et des formes de la mondialisation qui l’accompagnent d’autre part. Au plan de l’organisation interne des sociétés en question, on repère donc: (i) le grand compromis social capital-travail qui caractérise les centres anciens (le Welfare State, les politiques Keynésiennes etc.); (ii) les modèles nationalistes populistes modernisateurs du tiers monde; (iii) le modèle soviétique de socialisme (j’aime mieux dire de “capitalisme sans capitalistes”). La mondialisation propre à cette troisième grande phase de l’histoire

moderne est, de ce fait, négociée (par les Etats), encadrée et contrôlée par les compromis que ces négociations garantissent. Ses conditions ne sont pas dictées unilatéralement par le capital des centres dominants comme dans les phases précédentes. C'est pourquoi la phase est dominée par le discours du "développement" (c'est à dire du rattrapage) et par des pratiques de déconnexion antisystémiques plus ou moins radicales qui sont en conflit avec les logiques unilatérales du déploiement capitaliste. Cette phase est aujourd'hui close par l'érosion puis l'effondrement des trois modèles sociétaires qui la fondaient (l'effritement du Welfare State en Occident, la disparition des systèmes soviétiques, la recompradorisation des périphéries du Sud) et le retour à des rapport de force favorable au capital dominant. Je reviendrai plus loin sur les formes nouvelles des alternatives de mondialisation qui se dessinent dans ces conditions et des conflits qui en résultent."²

Está claro para Samir Amin, que essa mundialização que reproduz as condições favoráveis à dominação do grande capital, não poderá ser o ponto de partida para o "grande salto", até porque, ela coloca em sua plenitude o imperialismo agora entendido não mais enquanto fase específica:

"La théorie de la mondialisation capitaliste que j'ai proposée, et dont j'ai dessiné les grandes lignes dans ce qui précède, fait de celle-ci le synonyme d'impérialisme. L'impérialisme n'est donc pas un stade – fut-il le stade suprême – du capitalisme; il en constitue un caractère permanent."³

Indubitavelmente, essa mundialização iria compor um novo quadro social e político, posto que, o presente já teria se esgotado enquanto foco de um

internacionalismo tão necessário para as possibilidades de superação revolucionária do capitalismo mundial. É verdade, outrossim, que nos preliminares movimentos de 17 havia aparecido uma vaga internacional capaz de expor forças sociais das mais complexas e reveladoras de seu conteúdo revolucionário, que sobreviveram a degenerescência burocrática stalinista:

"Dans les premières années qui ont suivi la Révolution d'Octobre 1917, une vague internationaliste impressionante s'est levée en Europe et dans le monde entier. Au cours des années stalinienne, cet internationalisme a été manipulé au service des intérêts de grande puissance de l'URSS. Mais même pendant l'époque de dégénérescence bureaucratique de l'Internationale Communiste, des manifestations authentiques d'internationalisme ont eu lieu, comme les Brigades Internationales en Espagne, de 1936 à 1938. Plus récemment, une nouvelle génération a retrouvé le goût de l'action internationaliste, dans les soulèvements de l'année 1968 ou dans la solidarité avec les révolutions du Tiers Monde".⁴

Trata-se, como diz Michael Löwy, de um internacionalismo capaz de levar a mundialização efetivamente e, portanto, incapaz de se coadunar com o Socialismo de Estado que teve vigência na URSS e a nivelou aos Estados Unidos da América, totalmente, enfim, independente de qualquer Estado:

"De quel internationalisme s'agit-il? Le faux "internationalisme" soumis à des blocs ou des "Etats-guides" – l'URSS, la Chine, l'Albanie, etc. – est mort et enterré. Il a été l'instrument de bureaucraties nationales mesquines, qui l'ont utilisé pour légitimer leur politique d'Etat. Le temps est venu pour un nouveau début, qui préserve en

même temps ce qu'il y avait de mieux dans les traditions internationalistes du passé. On peut observer, ici et là, les germes d'un nouveau internationalisme, indépendant de tout Etat. Des syndicalistes combatifs, des socialistes de gauche, des communistes destalinisés, des trotskystes non-dogmatiques et des anarchistes sans sectarisme cherchent les voies pour la rénovation de la tradition de l'internationalisme prolétarien. Une initiative intéressante, même si elle reste limitée à une seule région du monde, est le Forum de São Paulo, lieu de débat et d'action commune des principales forces de la gauche latino-américaine constitué en 1990, qui se donne pour objectif le combat contre le néo-libéralisme et la recherche de voies alternatives, en fonction des intérêts et des besoins des grandes majorités populaires.”⁵

O que fica muito claro, é que tal processo não poderia caber num socialismo de Estado, que fora alimentado por décadas pela idéia do “socialismo único”.

Segundo Gérard Duménil e Dominique Lévy, o problema gerado pelo socialismo de Estado pode ser observado no ponto de partida do processo revolucionário, principalmente, por meio da compreensão de Lênin sobre a ultrapassagem do capitalismo no interior de uma economia atrasada, o que haveria de deixar uma herança capitalista muito forte a permanecer no processo. Todavia, processo agravado, sem dúvida, pela fase - a mais duradoura - do “socialismo num só país”. Numa interessante passagem do texto dos autores, pode-se ver como o socialismo de Estado amarra na planificação da economia no seu conjunto, a estrutura burocrática de essência capitalista, em outras palavras, configurando-se uma não

compartimentarização das estruturas também nesse sistema que se historiciza.

Para Duménil e Dominique:

“On sait que Lénine pensait que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme d'État aurait constitué un excellent point de départ pour construire le socialisme. Outre les États-Unis, ce qu'il avait en tête était le cas allemand, en particulier l'économie de guerre, dirigée par la finance et gérée par les cadres. Cette économie reposait sur une forte centralisation des capitaux, des pôles de socialisation, qu'il s'agisse des grands trusts américains ou de l'économie de guerre allemande qui y a ajoutait une importante intervention étatique. Sur cette base, il aurait été relativement facile, selon, Lénine, de passer au socialisme. Cette vision reflétait des conceptions générales dans le mouvement ouvrier: le capitalisme avancé était mûr pour la construction du socialisme. Certains traits de ces sociétés devaient être immédiatement rejetés et d'autres pouvaient être conservés: 1) La propriété des moyens de production était transférée à l'État. 2) Les acquis techniques et organisationnels du capitalisme étaient conservés. 3) La division des tâches et des pouvoirs entre cadres et encadrés était maintenue. 4) La planification devait de substituer aux fonctions de la finance concernant l'accumulation et l'allocation du capital. 5) Les objectifs étaient ceux du progrès économique et social (en URSS, l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture) et non pas la satisfaction d'une minorité de privilégiés. Comme Lénine en était conscient, le retard technique et organisationnel du pays compliquait fortement la tâche. Quelle que soit la voie ultérieurement suivie, il fallait

d'abord rattraper ce retard. Les bolcheviques se devaient de prendre cette transition soudaine en main: en quelque sorte importer cet héritage capitaliste. La révolution dans un pays avancé aurait considérablement simplifié la tâche. Tous les dirigeants de l'URSS tombèrent d'accord, pendant les années 1920, sur la nécessité d'importer la technique et l'organisation capitaliste, dans leur forme la plus avancée. Le jugement de Lénine fut sans équivoque: "Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne (...). Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre au moins cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux". Derrière ces propos de Lénine, on voit se profiler l'image de la chaîne de montage, mais cette reconnaissance des conquêtes du capitalisme dépassait les limites de l'atelier. La finance y jouait un rôle central. On en trouve également l'empreinte dans ces affirmations de Trotski: "Nous n'avons pas inventé la planification. C'est dans son principe, la même méthode qu'utilisent Morgan et son état-major (mieux que nous) pour gérer son trust, à savoir: prévision, coordination, direction. La différence (et elle est de taille) réside dans le fait que nous devons appliquer la méthode du plan à notre trust des trusts qu'est la Russie tout entière."⁶

Mesmo George Labica que durante muito tempo permaneceu seduzido pelas teses dos partidos comunistas oficiais não deixou de anatematizar o socialismo de Estado implantado na URSS:

"La dictature du prolétariat s'est renversée en dictature sur le prolétariat. Les travailleurs, dans l'ancienne URSS, ne connaissent assurément pas une situation meilleure que celle qui prévalait avant l'effondrement, ils n'en sont pas moins dépourvus de pouvoir politique. Sous couverture démocratique, ce dernier demeure entre les mains des successeurs d'une bureaucratie d'Etat, dont le code moral (à usage externe) lui-même ne faisait que reproduire celui des bourgeoisies "ocidentales".⁷

Enfim, com James Petras, marxista norte-americano de inspiração trotskista, o Estado na URSS se apresenta sob um profundo processo de burocratização que não gera, por sua vez, nenhuma posse privada dos meios de produção. A burocracia constrói um grupo dirigente e dominante que passa pelo partido comunista e se confunde com o Estado, apropriando-se de privilégios derivados da economia e da política, e se afastando das massas trabalhadoras. Entretanto, esse processo que se constitui ao longo do stalinismo, será passagem necessária para o capitalismo ocidental, notada, sobretudo, diante da falta de resistência popular e mesmo das bases partidárias do PUCS quando da "grande queda". Comenta o citado autor, apesar do divórcio com a revolução socialista, a URSS não deixou de acalentar um certo mito para o socialismo em suas manifestações, mesmo depois do XX Congresso do PUCS em 1956. Segundo Petras:

"Embora a União Soviética e a Europa Oriental não possam ser caracterizadas como sociedades revolucionárias (sua burocratização e controle absolutista da sociedade impossibilitam tal definição), sua presença constituiu um apoio significativo para importantes movimentos revolucionários de

outros países. Além disso, o mito da União Soviética enquanto herdeira da revolução comunista de outubro de 1917 ainda tinha influência em muitas regiões, principalmente no Terceiro Mundo. Por isso, em função de sua ajuda material a regimes revolucionários e a alguns movimentos, e por motivos simbólicos, o desmoronamento da URSS e da Europa Oriental teve um impacto muito negativo no movimento revolucionário mundial. Esse é particularmente o caso quando os regimes pós-comunistas lá surgidos mostraram uma afinidade profunda com a política contra-revolucionária ocidental e com a economia neoliberal. O processo de restauração capitalista na URSS é, em grande parte, resultado de transformações sociais domésticas de longo prazo, alimentadas por uma pressão militar e ideológica contínua do Ocidente. A conversão ao capitalismo na URSS veio, em grande parte, de cima. Não foi uma revolução das massas, mas um produto das forças internas da hierarquia do Partido Comunista – ligadas tanto às novas classes domésticas quanto a seus patronos externos. Como um setor decisivo do Partido Comunista converteu-se à restauração capitalista? Aparentemente, é o primeiro caso onde de uma classe dirigente transforma pacificamente um sistema social. Vários fatores salientam-se: 1) a autonomia da elite burocrática dominante em relação aos produtores diretos; 2) a dissolução de todos os vínculos entre as origens revolucionárias da sociedade e a posição corrente da elite; 3) o esvaziamento da ideologia comunista de qualquer vínculo com relações sociais e organizações socialistas; 4) a importância crescente das elites ocidentais, da riqueza e dos privilégios como ponto de referência para as elites orientais; 5)

a posição relativamente privilegiada da elite e as restrições que as normas e organizações formalmente coletivistas impunham à ampliação e aprofundamento desses privilégios; e 6) a crescente subordinação ideológica da elite às doutrinas político-econômicas do Ocidente. O aspecto mais impressionante da transição do comunismo ao capitalismo foi a facilidade da transformação. Quase não houve resistência. O Partido Comunista da URSS, com 20 milhões de membros, foi dissolvido por decreto sem praticamente qualquer resistência efetiva. O fato mais importante por trás da desintegração do partido foi a ausência de uma esquerda política na organização, um produto da dominação da elite. A classe operária era apenas objeto do poder absolutista da elite. A falta de qualquer prática ou tradição de mobilização espontânea cortou pela raiz qualquer defesa do partido. Assim, a elite conseguiu estabelecer imediatamente, via decreto, as relações capitalistas, sem medo de uma oposição de massa. Em segundo lugar, tanto nos níveis superiores quanto nos escalões médios do poder, surgiu uma nova geração de líderes - administradores, intelectuais, cientistas, funcionários do partido - sem vínculos com o passado revolucionário e cuja existência cotidiana foi construída em torno do distanciamento entre as normas igualitárias e suas aspirações de ascensão social. Para muitos funcionários do partido e membros da elite, o exercício de um cargo foi uma espécie de acumulação inicial de riqueza através dos meios públicos. No entanto, a propriedade pública dos bens impedia-os de acumular capital. Sob o comunismo, a aquisição de riqueza e privilégios era possível, a produção e a reprodução capitalista, não. Essas

camadas em busca de ascensão social representavam uma espécie de protoclasa capitalista esperando para romper a concha do coletivismo”.⁸

Mesmo descontando o limite dos trabalhos da esquerda marxista apresentados no encontro internacional em Paris, durante o mês de maio do ano de 1998, pois tratam-se de textos de algumas páginas, e de alguns livros que foram consultados para esta pesquisa, pode-se conferir que a utilização do conceito de capitalismo de Estado ou capitalismo monopolista de Estado para explicar o não socialismo da URSS se faz sem o devido balanço crítico de alguns problemas que o conceito pode comportar.

Como já se fez notar, antes dos acontecimentos de 1989, o “socialismo em um só país” foi duramente contestado e combatido por uma esquerda marxista que marcou os melhores momentos do pensamento crítico. Crítica que trouxe contribuições notáveis ao campo do marxismo porque soube incorporar mudanças efetivas do real, no plano da teoria geral das crises do sistema capitalista, na teoria do valor e as classes sociais, na compreensão da burocracia do Estado, nas relações ideológicas enquanto práticas sociais e na cultura e suas dimensões políticas. Não se podendo, portanto, desarticular dessa avaliação dos anos de stalinismo um revigoramento do próprio pensamento marxista, que teve de refazer, num plano de abstração mais elevada, o significado da dialética do todo e as partes.

O conceito de capitalismo de Estado apareceu com Lênin nos seus estudos sobre o imperialismo. Em seu “O Estado e a Revolução”, o conceito opera uma reconstituição do processo do imperialismo no capitalismo, enquanto a sua última etapa, para explicar a

economia monopolista que se instaura e, por fim, a superação da controvertida “livre concorrência” entre os capitais. Assim, na passagem para o imperialismo e sob a predominância de um capitalismo monopolista de Estado, vai-se observar um extraordinário desenvolvimento do quadro burocrático e militar estatais para acentuar a exploração e repressão sobre o trabalho. Entretanto, e por sua vez, tal processo deveria significar o último estágio do capitalismo, a se levar em conta o grau de socialização do capital na etapa subsequente do desenvolvimento da sociedade capitalista. Lênin chegaria a dizer que o capitalismo monopolista de Estado, num momento histórico democrático e revolucionário, significaria um passo à frente na marcha para o socialismo, ou seja, tratava-se de colocar o monopólio capitalista a serviço de todo o povo. É claro que, sendo desta maneira, a economia política deixava de ser um monopólio capitalista, mas tal etapa revolucionária não se punha no âmbito de uma transição automática. O resultado deveria passar pela ação revolucionária dos operários e seus aliados numa síntese de potências subjetivas colocadas, em última instância, pela socialização observada no interior do capitalismo monopolista de Estado.

Portanto, em Lênin, pode-se pensar o conceito de capitalismo monopolista de Estado numa possível conexão com a concepção de “crise geral” do sistema no âmbito de uma estratégia da revolução socialista. Algo que teria se dado em definitivo, quando das interpretações elaboradas pela III Internacional Comunista, mais tarde criticadas, sobretudo, por E. Varga.

Entretanto, com a reiteração do conceito em outras concepções e modos diferentes de tratamento, fica complicado falar-se num emprego

unitário do conceito de capitalismo monopolista de Estado. Vale só ressaltar, neste caso, o problema da produção do valor e da sua realização sob um capitalismo monopolista de Estado que parece (ou não) derrubar a taxa média de lucro com o fim (ou não) da “livre” concorrência. O que levaria também, ali por volta dos anos sessenta e setenta, um abandono no interior do conceito de capitalismo monopolista de Estado de qualquer sentido de sistema.⁹ E daí a idéia de que o capitalismo monopolista põe as intervenções do Estado na economia, submete os seus órgãos específicos na realização dos lucros monopolistas, mas sem implicações gerais numa reestruturação do sistema. O debate em torno do conceito se acirra, então, até à primeira metade dos anos oitenta, para arrefecer, posteriormente, pelo que parece, na década dos noventa.

Retornando mais uma vez à crítica de Trotsky, a propósito de um capitalismo monopolista de Estado na URSS de Stálin, compreende-se que por ele ver as contradições da sociedade soviética enquanto opostas às apresentadas pelo capitalismo, constituídas, a partir, de um lado, da coletivização dos meios de produção via Estado e de uma planificação, no início, organicamente condicionada aos interesses sociais, frente a um partido comunista que se burocratiza no momento em que se confunde com o Estado, daí ele afirmar que “o ex-partido bolchevique não é a vanguarda do proletariado, mas a organização política da burocracia”, deve-se auferir um bloqueio nas metamorfoses que levam a burocracia à classe social dominante e dirigente. Nesse sentido, esse bloqueio irá se operar em todo o circuito da lei do valor interditando a mais valia.

Se era verdade (e era), que desigualdades sociais e políticas povoavam o solo do

“socialismo em um só país”, estas derivavam de privilégios próprios da burocratização. Processo que sustentava uma camada social superior numa estrutura administrativa de base larga e face múltipla e daí ser ela menos homogênea que o proletariado e o campesinato, argumentaria L. Trotsky em seu célebre “A Revolução Traída”.

Após Trotsky, muitas críticas do socialismo em tempos de Stálin vieram à luz, como as de Pierre Naville, M. Djilas, Charles Bettelheim, Rudolf Bahro, Alec Nove, lembrando algumas, que ora se apresentaram, até certo ponto, dele derivadas, ora, diametralmente opostas.

Evidentemente, pode-se incorrer em certos equívocos, ao se afirmar que a esquerda marxista na atualidade parece fazer tábula rasa de toda essa discussão sobre a caracterização da URSS, em parcialmente socialista ou capitalista de outra forma. Mas, a se levar em conta as influências das crises do capitalismo no bloco soviético, em especial essa última de 1973, e a passagem automática ao capitalismo à forma ocidental após 1989, indubitavelmente, conduz a esquerda à aderir a tese de que o capitalismo tenha sido mais do que espectador no teatro do “socialismo verdadeiramente existente”.

Referências

Contributions - 1er dossier, décembre 1997, Le manifeste communiste 150 ans après - Quelle alternative au capitalisme? Quelle émancipation humaine? -, Rencontre Internationale, Paris, 13 au 16 mai 1998.

Contributions - 2er dossier, février 1998, Le manifeste communiste 150 ans après - Quelle alternative au capitalisme? Quelle émancipation humaine? -, Rencontre Internationale, Paris, 13 au 16 mai 1998.

Contributions - 6er dossier, avril 1998, Le manifeste communiste 150 ans après - Quelle alternative au capitalisme? Quelle émancipation humaine? -, Rencontre Internationale, Paris, 13 au 16 mai 1998.



Contributions - 7er dossier, avril 1998, Le manifeste communiste 150 ans après - Quelle alternative au capitalisme? Quelle émancipation humaine? -, Rencontre Internationale, Paris, 13 au 16 mai 1998.

Hobsbawm, E. História do marxismo - o marxismo hoje - 2vols, Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra, 1989.

Petras, J. Ensaio contra a Ordem - São Paulo, Ed. Scritta, 1995.

* **PEDRO ROBERTO FERREIRA** é Doutor em Ciência Política; professor na Universidade Estadual de Londrina (UEL); autor de *O conceito de revolução da esquerda brasileira - 1920-1946* (Editora UEL, 1999).

¹ Amin, Samir “Capitalisme, impérialisme, mondialisation”, Contributions, Dossier 2, Février 1998, pg. 6.

² Ibid, pg. 10.

³ Ibid, pg. 6.

⁴ Löwy, Michael “Mondialisation et internationalisme: actualité du Manifeste Communiste”, Dossier 2, pg. 95.

⁵ Ibid, pg.96. A tese de Antonio Negri (marxista italiano) sobre o novo “internacionalismo” segue essa mesma pista. Daí que o tema em resposta a um socialismo de Estado, tem ganhado força e importância.

⁶ Duménil e Lévy, Gérard, Dominique “Le Manifeste Au-Delà de la Révolution, du Révisionnisme et de l'échec des Pays Socialistes” in Contributions, Dossier 6, pgs.53-54.

⁷ Labica, Georges. “ Les Leçons du Manifeste “ in Contributions Dossier 7; pg. 51.

⁸ Petras, James. Ensaio contra a Ordem - São Paulo, Ed. Scritta, 1995, pgs.33-34-35.

⁹ Ver a fecunda discussão estabelecida por Elmar Altvater em “A Teoria do Capitalismo Monopolista de Estado e as Novas Formas de Socialização Capitalista” in E. Hobsbawm - História do Marxismo - (o marxismo hoje, segunda parte), Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra, 1989, pgs.283-340.